Le(s) Vert(s) en politique. Étude symbolique et onomastique d'une couleur qui nomme un parti

The Green(s) [Le(s) Vert(s)] in politics. A symbolic and onomastic study of a colour that has given birth to a political party

Lo(s) Verde(s) [Les Vert(s)] en la política. Un estudio simbólico y onomástico de un color que denomina un partido

Laurence Vignes

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/mots/21672>

DOI : 10.4000/mots.21672

ISSN : 1960-6001

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2014

Pagination : 27-43

ISBN : 978-2-84788-543-9

ISSN : 0243-6450

Référence électronique

Laurence Vignes, « Le(s) Vert(s) en politique. Étude symbolique et onomastique d'une couleur qui nomme un parti », *Mots. Les langages du politique* [En ligne], 105 | 2014, mis en ligne le 15 septembre 2016, consulté le 22 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/mots/21672> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/mots.21672>

Le(s) Vert(s) en politique. Étude symbolique et onomastique d'une couleur qui nomme un parti

Le nom de parti politique *Les Verts* présente une spécificité : il est directement issu de celui d'une couleur. Le récent *Rassemblement Bleu Marine*¹ utilise certes le mot *bleu* dans un nom dont l'élément essentiel reste le prénom de sa présidente. Ses députés sont d'ailleurs appelés *marinistes* et non *bleus*. Quant aux *Rouges*, la désignation revêt dans le contexte actuel, une signification péjorative. En témoigne le commentaire de ce militant déçu au soir de l'élection de François Hollande : « Ça y est, les Rouges triomphent ! »² Ce remarquable rapport d'identité entre nom d'organisation politique et couleur chez les Verts incite à compléter l'étude onomastique par celle de la symbolique identitaire des couleurs qui le représentent, en considérant que ces deux systèmes sémiotiques apportent des informations complémentaires.

Nous chercherons d'abord à cerner la place du vert dans le champ de la symbolique des couleurs en politique. En rappelant l'origine et les valeurs des couleurs de la nation française à travers leur distribution dans les logos des partis politiques contemporains, nous serons conduite à examiner la place du vert pour répondre à la question suivante : cette couleur nouvelle venue est-elle devenue la marque exclusive de partis se réclamant de l'écologie politique ?

Nous adopterons ensuite un point de vue onomastique pour étudier la formation du nom de parti *Les Verts* ainsi que ceux des organisations concurrentes ayant à se situer dans le même champ de forces idéologique. Produire un nom, c'est se délimiter et se positionner dans un espace social. Le champ foisonnant de la jeune écologie politique offrira l'occasion de recenser quelques stratégies dénominatives. Mais c'est un événement récent, la fusion du parti Les Verts avec Europe écologie, qui permettra d'observer plus finement un processus encore relativement peu étudié : le baptême, ou nomination (Siblot, 1999) d'une nouvelle formation politique, et les enjeux identitaires qu'elle réactive.

1. Coalition de partis souverainistes lancée par Marine Le Pen le 8 mai 2012.

2. *Le Monde*, 7 mai 2012.

Symbolique des couleurs politiques françaises

Pastoreau, dans le dernier chapitre de son ouvrage *Vert, histoire d'une couleur*, constate que le *vert*, depuis les années soixante-dix, renvoie systématiquement à la protection de l'environnement et à l'écologie, à tel point qu'il est redevenu ce qu'il n'avait plus été depuis l'Antiquité : « une couleur politique et idéologique » (Pastoreau, 2013, p. 218). On peut cependant se demander pourquoi ne pas avoir choisi le bleu, qui est aussi une couleur « naturelle ». Comment le vert est-il donc venu à l'écologie politique ? Les écologistes sont-ils les seuls à utiliser cette couleur ? Nous cherchons, dans un corpus constitué de logotypes politiques de partis français contemporains³, des réponses à ces questions relatives à la symbolique des couleurs.

Qu'il soit politique ou non, le rôle du logo est identique. Il a pour mission de « condenser de façon graphique et visuelle un ensemble de valeurs et de croyances partagées par les acteurs d'une organisation » (Heilbrunn, 2001, p. 6). Selon Pastoreau, il fonctionne à la fois comme emblème « signe qui dit l'identité d'une personne ou d'un groupe » et symbole « signe qui exprime une idée, un concept, une notion ». Il n'y a pas, précise cet auteur, « d'emblème ou de couleur isolée, mais, à une époque donnée, dans un milieu ou une région donnée, un système collectif d'images et de couleurs emblématiques qui s'interpellent et se répondent » (Pastoreau, 2008, p. 13). Dans le domaine du marketing et de la communication, la couleur joue un rôle essentiel car elle permet, à la manière d'un signal, une identification immédiate. C'est le contexte sémiotique conventionnel des couleurs en politique qui produit cette immédiateté. Le récepteur du signe « logo politique » va décoder les significations permettant une interprétation correcte à condition qu'il dispose des connaissances culturelles nécessaires. Sans surprise⁴, écrit un graphiste, dans les logos politiques, la droite est bleue et la gauche rouge. L'examen de notre corpus confirme cette distribution stéréotypée du rouge dans les logos des partis de gauche⁵, mais à droite, on observe que les logos sont essentiellement tricolores. Rappelons rapidement l'origine de la signification politique de ces couleurs.

Le rouge, le bleu, le blanc

Le choix du rouge comme couleur symbolisant la gauche nous renvoie à l'histoire du drapeau rouge. D'abord signal d'interdiction d'attroupement, sa signification s'est inversée lors d'un épisode de la Révolution. Alors que les Parisiens mani-

3. Le site <http://www.france-politique.fr/partis-politiques.htm> répertorie et classe 32 partis français « importants » et présente leurs logos actuels et anciens (consulté le 9 avril 2014).

4. Sébastien Claudel, *INFluencia*, 4 avril 2012.

5. À l'exception de Debout la République et de La Gauche Moderne qui ont opté pour le violet.

festaient pour demander la destitution de Louis XVI, le 17 juillet 1789, le maire de Paris fit hisser le drapeau rouge. C'est alors que les gardes nationaux tirèrent sans sommation, tuant une cinquantaine de manifestants. Le drapeau rouge devint alors l'emblème du peuple révolutionnaire, teint du sang de ses martyrs. La signification de ce drapeau « plébéien et révolté » se renforce en 1848, puis lors de la Commune de Paris (1871), pour ensuite symboliser tous les partis socialistes du monde. Angenot (1998) rappelle le potentiel sémique du drapeau rouge : il est sans quartiers, pour symboliser l'unité des classes sociales, rouge comme le sang versé des ouvriers lors de la Révolution, enfin, il « fait voir rouge » à la classe possédante. Et de conclure : « Le rouge est devenu le signifiant transcendantal du socialisme [...] dans le socialisme, tout est rouge. »

Quant au bleu, couleur de la France, il trouve son origine dans l'azur semé de fleurs de lis d'or des armoiries royales apparues au 12^e siècle. Ce bleu, lui-même emprunté à la Vierge, protectrice du royaume capétien, est donc devenu royal puis, plus tardivement, étatique et national. Des trois couleurs françaises, elle est considérée comme la plus importante (près de la hampe sur le drapeau) et sert à désigner les équipes nationales dans le domaine sportif. Le blanc est également une couleur royale⁶, mais elle s'est spécialisée sous l'Ancien Régime comme couleur du pouvoir régalien militaire, devenue celle de la Contre-Révolution entre 1789 et 1792. Le drapeau blanc représentant la monarchie de droit divin s'oppose alors au drapeau tricolore, emblème national et symbole des libertés républicaines.

Un nouveau venu : le vert

Au regard de l'histoire de ces trois couleurs, celle du vert paraît fort courte. Rappelons l'anecdote de la cocarde révolutionnaire (Pastoureau, 1998, p. 55). Le 12 juillet 1789, à la suite du renvoi par Louis XVI de son ministre Necker, Camille Desmoulins prononce dans les jardins du Palais Royal un discours resté célèbre, à la fin duquel le jeune avocat invite les patriotes à prendre les armes contre le « complot aristocratique ». Il demande alors à la foule de choisir la couleur de la cocarde qui servira de signe de reconnaissance. « Le vert, symbole d'espérance », lui répond-on. Aussitôt, il arrache une feuille au premier arbre venu et la fixe sur son chapeau. La foule l'imité, et le soir même, apparaissent des rubans verts, symboles du Tiers état prêt à l'insurrection. Jusqu'à ce qu'on réalise, le lendemain, que le vert est aussi la couleur du frère de Louis XVI, le détesté comte d'Artois ! Abandonné au profit du bleu et du rouge sur les cocardes⁷, le vert a raté son « envol » politique.

6. Un épisode central de cette valeur symbolique, « le panache blanc d'Henri IV », est analysé dans l'article de Denise Turrel (2008).

7. La cocarde tricolore est née aux environs du 14 juillet, mais les circonstances exactes n'en sont pas attestées, malgré plusieurs revendications de paternité de cette alliance des trois couleurs.

Cette petite histoire nous paraît exemplaire du fonctionnement de la couleur, laquelle « renvoie à l'objet qu'[elle] dénote en vertu d'une loi, d'ordinaire une association d'idées générales, qui détermine l'interprétation du symbole par référence à cet objet » (Pierce, 1978). La relation de convention, ou « interprétant » selon le terme de Pierce, est évolutive et polysémique : une même couleur dans un même contexte peut générer la construction d'interprétations conflictuelles. Ainsi du vert de l'espérance, qui est aussi celui de la livrée du comte d'Artois. Dans le contexte historique de la veille du 14 juillet 1789, choisir comme signe de ralliement la couleur d'un défenseur de l'Ancien Régime est inconcevable. Et ce, malgré la valeur populaire, plus ancienne, du vert de l'espérance⁸ (Mollard-Desfour, 2012). Quittons les cocardes qui, notons-le, exprimaient déjà par les couleurs les idées politiques, pour revenir à notre corpus des sept logos de partis français contemporains utilisant le vert.

Le logo vert et jaune des Verts

Il convient de faire une place à part au logo des Verts eux-mêmes, daté du milieu des années 1980, composé du nom « les Verts » (en vert), surmonté d'une fleur de tournesol, pétales jaunes et cœur brun. Toutefois, il apparaissait souvent, en particulier dans les documents électoraux, dans un cercle vert, et sous forme d'un énoncé quasiment confiscatoire, à visée militante : « l'écologie : les Verts » (figure 1)⁹.

En élargissant l'observation à l'ensemble des trente logos de partis verts européens, on constate une grande homogénéité de couleurs et d'icônes. Tous ces logos comportent du vert, et sur les seize qui lui ajoutent une couleur, quinze ont choisi le jaune, celui des icônes de soleil ou de tournesol. Il semble ainsi que l'association de couleurs jaune et vert, que l'on ne trouve dans aucun autre parti français¹⁰, ainsi que le choix du tournesol/soleil soit la marque des Verts. Seuls les Danois arborent une autre fleur, jaune également, le pissenlit.

En 2010, après la fusion entre Europe écologie et les Verts, un nouveau logo, combinant les éléments emblématiques des deux partis, a été choisi (figure 2). Trois étoiles jaunes rappellent l'Europe, tandis que le tournesol des *Verts* s'est stylisé pour se rapprocher de l'image d'un soleil (figure 3). Si les commentaires sur le choix de cette fleur sont rares (Vialatte, 1996), il semble évident que l'héliotropisme qui lui a valu son nom, ainsi que sa couleur, évoque le soleil et son énergie. Celle-ci se présente comme une alternative au nucléaire, thème emblé-

8. En tant que couleur du végétal, des pousses, de l'herbe, des cultures, en particulier au printemps, le vert est depuis très longtemps la couleur du renouveau, de la vie et de l'espérance.

9. Les figures sont en annexe.

10. À l'exception du logo de Walwari, le parti de Christiane Taubira, également jaune et vert. Mais dans ce dernier, le contexte culturel diffère considérablement, qui conduit à interpréter ce jaune comme celui de l'or et le vert comme celui de la forêt tropicale.

matique et fédérateur des partis verts. Nous y voyons une justification des éléments symboliques communs aux *Verts* européens, qui créent une identité suffisamment forte pour ne pas être contestée par la reprise de ces couleurs par d'autres partis. Dans ce contexte, examinons les choix des autres écologistes.

Les logos verts et bleus

Le vert et le bleu s'associent dans les logos des quatre partis suivants : Chasse, pêche, nature et traditions (créé par Jean Saint-Josse en 1989), Génération écologie (Brice Lalonde, 1990), le Mouvement écologiste indépendant (Antoine Waechter, 1993) et Cap 21 (Corinne Lepage, 1996), (figures 4 à 7). Le cas de CPNT, qui se définit en s'opposant aux écologistes¹¹, est spécifique. Pour le profane, le logo des chasseurs, aile stylisée verte soulignée d'un épais trait bleu (une rivière) pourrait fort bien passer pour celui d'un parti écologiste. Mais la nature rassemble les ennemis. Le logo de CPNT, en utilisant les couleurs de certains écologistes (Verts exceptés) les leur conteste au nom de leur revendication de véritables « écologistes de terrain ». Le signifié des couleurs du logo CPNT pourra être interprété en fonction de la situation et du récepteur : il renverra soit au milieu naturel des activités de chasse et pêche, soit à la protection de ce même milieu.

La signification du *vert écologique* est portée par le grand courant social en faveur de la protection de l'environnement qui se développe en Europe depuis les années soixante-dix¹² et qui a conduit à une quasi-confiscation du réseau sémique lié à l'écologie, lequel s'enrichit des valeurs précédentes de liberté et de salubrité. Si la signification du vert, omniprésent chez les écologistes, semble assurée, à quels signifiés le bleu de leurs logos renvoie-t-il ? En tant que couleur de la droite, il pourrait indiquer que les partis qui le choisissent veulent se démarquer de la classique association entre la gauche et les Verts. On peut avancer quelques arguments en faveur de cette hypothèse : le fondateur du MEI affirme en une formule connue que l'écologie n'est ni de droite ni de gauche, qu'elle doit pouvoir s'allier à l'une comme à l'autre ; Corinne Lepage a été ministre dans le gouvernement d'Alain Juppé. Il est cependant difficile de donner une réponse définitive à la question de la « droitisation » de certains écologistes. Il nous semble d'autre part que le bleu, une couleur potentiellement capable de symboliser les valeurs écologistes¹³, devient une alternative au vert lorsque ce dernier suscite la méfiance et se dégrade en *greenwashing*¹⁴,

11. « Non à l'écologisme sectaire, dogmatique et idéologique », lit-on dans la rubrique « environnement » du programme de CPNT.

12. Nous avons développé cette question dans « Histoires de vert », *Synergies France* n° 5, Paris, Gerflint, 2006, p. 124-135.

13. François Fichard et Fabien Le Roux, auteurs de deux des rares études (Bacot, 2010) des dénominations partisanes, se demandent pourquoi les Verts n'ont pas choisi le bleu.

14. Le *greenwashing*, (contraction de *green*, vert et *whitewash*, blanchir à la chaux), est un terme employé par les groupes de pression environnementaux pour désigner les efforts de

en particulier dans le domaine de la publicité. L'intense focalisation sur la question des émissions de CO₂ a contribué à associer à l'image d'un ciel d'azur des signifiés de propreté et de pureté¹⁵, dans un contexte d'intense utilisation d'arguments écologiques (Vignes, 2013). Et la nuance de bleu des trois partis écologistes dont nous examinons les logos se rapproche de ce bleu d'azur. Évoquons encore un élément en faveur d'un bleu écologique : l'image de la terre vue du ciel, devenue symbole de finitude et de fragilité. Cette icône de « planète bleue » est présente dans le logo du MEI. Rappelons enfin qu'en Allemagne, le bleu est depuis longtemps lié à la protection de l'environnement : le *blaue Engel*, équivalent de notre label vert, l'atteste. Cette alliance du vert avec un bleu azur emporte un certain succès dans notre corpus : ce sont les couleurs adoptées par les écologistes (ou se prétendant tels) concurrents des Verts.

Les logos verts et rouges

Quant à l'association du vert avec le rouge, elle est moins fréquente que la précédente. Seuls les Alternatifs (ex. : Alternative rouge et verte) y recourent (figure 8) conformément à leur projet politique ainsi défini : « défense de l'écologie sociale articulant la conscience des limites de notre Planète et la prise en compte de l'environnement avec la question socio-économique : c'est ce que [nous appelons] l'alter développement (*synthèse du rouge et du vert*) »¹⁶.

La rose du PS, elle, a vu ses feuilles verdier sur son nouveau logo (2010, figure 9). À l'origine, en 1969, il ne contenait qu'une couleur : le rouge de la rose. Pas question de toucher à cette symbolique, rappelle Frédéric Cépède : « l'emblème ne se transforme pas [...] les feuilles ne sont pas vertes », disent en 1980 les responsables de la communication du parti. Trente ans plus tard, tandis que le PS explique : « On ne voulait pas tout changer, mais seulement poser le logo de façon protégée et rigoureuse »¹⁷, d'autres y voient « un écho au concept de "social-écologie" en vogue au PS en ces temps de concurrence avec les Verts » (*Le Parisien*, 19 janvier 2010). La question reste ouverte.

On constate que dans ces deux derniers logos, le vert est utilisé comme complément « écologique » de la couleur rouge, laquelle renvoie aux valeurs originelles de gauche. Cet usage symbolique, dans lequel l'inférence reste indéterminée sinon indéterminable, procède d'une démarche inverse à celle d'écologistes choisissant le bleu pour compléter leur propre couleur. Il vient confirmer le fonctionnement comme signal de cette couleur.

communication des entreprises sur leurs avancées en termes de développement durable, lesquelles ne s'accompagnent pas de véritables actions pour l'environnement. Les traductions françaises oscillent entre « écoblanchiment » et « blanchiment écologique » voire « blanchiment vert ».

15. Dans les campagnes publicitaires de cette dernière décennie d'EDF, ou encore de Renault, Peugeot ou Toyota.

16. www.alternatifs.org (nous soulignons). Consulté le 9 avril 2014.

17. <http://www.20minutes.fr/politique/375810-ps-pimpe-com>. Consulté le 9 avril 2014.

On peut ainsi conclure, à l'issue de cette rapide revue, que le vert fonctionne dans tous les logos de partis qui l'utilisent comme couleur symbole de l'écologie, identifiée immédiatement comme telle, auprès des couleurs historiques que sont le bleu et le rouge en France. Mais contrairement à ce que nous avons observé dans plusieurs pays européens¹⁸, aucun logo de parti écologiste français n'est exclusivement vert. Les Verts français, comme une majorité en Europe, affirment leur identité visuelle par l'alliance du vert avec le jaune de leur tournesol/soleil. Les partis écologistes concurrents, eux, choisissent tous d'associer le vert avec un bleu azur qui oriente potentiellement l'interprétation vers un réseau de sèmes également en rapport avec l'écologie. Ce bleu se révèle d'autant plus attractif qu'il laisse place à une ambiguïté, de par la prégnance des valeurs symboliques opposées du rouge et du bleu dans le code politique français contemporain.

L'identité entre nom d'un parti politique, nom d'une couleur et choix de cette couleur comme symbole des valeurs défendues par ce parti autorise l'articulation de notre observation entre deux matérialités sémiotiques différentes, ainsi que la succession des points de vue sémiologique et onomastique.

Onomastique politique

Le parti Les Verts, fondé en janvier 1984, se situe au cœur de notre étude. Cependant, nous examinerons les noms des organisations écologistes en amont et en aval de cette date. En effet, les noms de partis politiques sont des lexies complexes dont les éléments se combinent selon des règles spécifiques. Leur fonctionnement se rapproche de celui du nom propre en ce qu'ils ont un référent unique. C'est pourquoi le nom est un élément déterminant de l'identité d'une formation politique : il est « en soi un discours, un récit qui nous parle de ce qu'il dénomme, évoquant un certain passé, vu d'une certaine façon, voire un certain futur » (Bacot, 2010). Il porte un message. Les partis et mouvements se réclamant de l'écologie politique utilisent pour ce faire des praxèmes qu'ils inventent ou qu'ils contribuent à transformer. Le praxème¹⁹ se définit comme l'instrument d'une production variable du sens, à laquelle procèdent l'émetteur comme le récepteur lors de l'actualisation en discours. Ce véritable « outil de nomination » est également le moyen d'une praxis linguistique qui vise à influencer sur le comportement des hommes (Détie *et al.*, 2001, p. 263). Le choix d'un nom de parti résulte ainsi de la stratégie d'acteurs qui, lorsqu'ils disposent de ce pouvoir, tentent d'imposer sur le marché politique

18. 13 logos écologistes sur 30 sont seulement verts et blancs.

19. Robert Lafont, dans *Le travail et la langue* (1978), pose les fondements de la praxématique, modèle dynamique de production du sens.

leur représentation du monde dans l'objectif de rallier les électeurs potentiels à leur cause. Cependant, il n'est pas toujours aisé d'observer le moment précis de cette nomination, qui doit s'envisager comme un acte (Constantin de Chanay, 2001). Nous aurons l'occasion de l'approcher à propos de la récente fusion entre les Verts et Europe écologie.

Noms comprenant écologie / écologique / écologiste

Examinons tout d'abord les noms d'organisations qui ont précédé l'apparition de *vert* comme nom de parti. L'histoire de l'écologie politique s'avère relativement brève – une quarantaine d'années, si l'on prend comme point de départ la candidature de René Dumont à l'élection présidentielle de 1974. Les premiers mouvements : Écologie et survie (1973), Paris-écologie (1977), Collectif écologie 78, Coordination interrégionale des mouvements écologiques (1979), Europe écologie (1979), Mouvement d'écologie politique (MEP, 1979), Confédération écologiste (1980), Aujourd'hui l'écologie (1981), sont des structures éphémères. Ces noms d'organisations qui ne sont pas encore des partis, point notable, s'organisent tous autour d'*écologie* et de ses dérivés *écologique* et *écologiste*, néologismes sémantiques alors récents. *Écologie* (daté de 1956) voit sa définition – « science qui étudie les milieux où vivent les êtres vivants » (Rey, 2006) – s'accompagner par analogie, aux environs de 1968, du sens de « doctrine visant à une meilleure adaptation de l'homme à son environnement naturel, ainsi qu'à une protection de celui-ci » (*ibid.*). Au même moment, le nom de personne, *écologiste*, s'est lui aussi orienté vers un programme de sens sociopolitique, duquel les scientifiques se sont distancés en créant *écologue* (1969) pour s'autodésigner. Le double sémantisme de *écologie* atteste l'étroitesse du rapport, revendiqué ou récusé, qu'entretiennent toujours les écologies politique et scientifique.

Apparition du nom Les Verts

Après maintes tractations, le 1^{er} novembre 1982, le MEP se transforme en *Les Verts-Parti écologiste*, « le premier vrai parti écologiste créé en France » (Sainteny, 1997). Les deux termes *parti* et *Vert* apparaissent pour la première fois, concomitance notable, dans un nom d'organisation. Pour sa part, la Confédération écologiste se transforme au même moment pour devenir *Les Verts-Confédération écologiste*. Finalement, en janvier 1984, les deux organisations se rassemblent sous le nom : *Les Verts, confédération écologiste - parti écologiste*, lequel n'est jamais employé *in extenso*. Il s'abrège, pour une raison que l'on attribue en général à la commodité, en *Les Verts*, la partie commune aux deux noms, ce qui permet également d'accentuer l'illusion d'homogénéité (Fichard, 2004) de ce nouveau parti. Comment expliquer l'apparition de ce nou-

veau praxème, rarement commenté dans la littérature écologiste ? Il semble que l'on ait affaire à un emprunt, phénomène peu étudié dans le champ de l'interpénétration des noms de partis. Maurice Tournier rappelle l'antériorité des noms allemand et anglais : « Lorsque la confédération écologiste et le parti écologiste ont fusionné, ils ont repris cette étiquette qui circulait en Angleterre (*Green Party*) et en Allemagne (*Die Grünen*) depuis plus de dix ans²⁰.

En effet, l'adjectif *grün*, puis le nom *Die Grünen* sont attestés dès 1977, par exemple dans *Sonstigen Politischen Vereinigung Die Grünen*²¹. Le parti fédéral *Die Grünen*, lui, a été créé en 1980. En Angleterre, L'Alliance verte, une des formations à l'origine du *Green Party*, voit le jour en 1978. En France également, le programme du praxème s'est modifié dans le milieu des années soixante-dix. Nous avons relevé²² les premières occurrences de *vert* au sens politique dans un article sur René Dumont publié dans *Le Monde* du 10 mai 1974. Les municipales de 1977 ont vu se multiplier les syntagmes néologiques *marée verte*, *électeurs verts*, *liste verte*. Bien que le terme ne soit pas apparu dans les noms d'organisations de façon aussi précoce en France que dans d'autres pays, il s'est cependant diffusé avec un programme de sens comparable. Lorsque les *Verts* allemands gagnent en notoriété, une étape est franchie, comme le rappelle Brendan Prendiville :

Depuis que les *Verts* allemands, *Die Grünen*, sont entrés au Bundestag au mois de mars 1983 avec 5 % des voix et 27 sièges, l'importance de l'appellation *Les Verts* n'échappe à personne. Elle donne à ceux qui la portent un poids médiatique et symbolique non négligeable.

Lors de la création du parti français Les Verts, moins d'un an après le succès allemand, l'emprunt de ce nom n'a rien de surprenant. Yves Frémion, ex-député Vert et auteur d'une *Histoire de la révolution écologiste* (2007), que nous avons interrogé²³ à ce propos, enchérit : « Rien de prémédité, c'est arrivé naturellement en référence aux autres, pour ce qui était le premier mouvement politique international. »

Dans d'autres pays également, des partis écologistes ont changé leur nom pour inclure le mot *vert* : par exemple, le Parti écologiste anglais (1975) est devenu officiellement *Green party* en 1985. En Suède, c'est le *Miljöpartiet* (Parti pour l'environnement) qui s'est transformé en *Miljöpartiet de Gröna* en élargissant son programme (Rihoux, 2003).

Le choix du nom *les Verts* se démarque radicalement des appellations précédentes, formées autour d'*écologie*. Cette rupture onomastique signale l'importance du tournant pris par des organisations finalement transformées

20. *Libération*, mardi 20 octobre 1992, p. 32. « Quels sont les mots des écolos », questions à M. Tournier.

21. *Association pour une autre politique, Les Verts*.

22. Dans notre thèse, « Pénétration et diffusion des mots de l'écologie dans le discours politique, analyse de professions de foi (1965-1995) », 1996, Rouen, sous la direction de Bernard Gardin.

23. Échanges de courriels du 4 juin 2013.

en parti. Le nom *Les Verts* accapare un praxème qui était à la fois disponible et « dans l'air du temps ». Il doit une autre part de sa spécificité à son emploi nominal : les noms de partis contemporains comprenant un article sont rares en Europe. En France, les Verts sont quasiment un cas unique. Toutefois, cet usage dénominatif a des précédents historiques que nous rappellerons, en nous interrogeant, d'une part, sur leur intégration dans le champ sociopolitique, d'autre part, sur leur fonctionnement en systèmes.

Les Verts, les Bleus, les Rouges...

Commençons notre revue par un rappel des couleurs des quatre *factions* qui s'affrontaient lors des courses de chars dans les hippodromes romains (Pastoureau, 2013, p. 34) : les Rouges (*russata*), les Bleus (*veneta*), les Blancs (*albata*) et les Verts (*praesina*). La motivation initiale de ces couleurs, d'abord en rapport avec les éléments²⁴, a ensuite évolué. Les couleurs choisies par les parieurs ont traduit la classe sociale : les Bleus étaient les favoris des aristocrates et du Sénat, les Verts ceux de la plèbe. Mais il est peu probable que ces désignations aient influencé directement la vie politique européenne.

Cela est moins sûr pour l'exemple suivant, celui de la guerre civile russe. Les Verts, armées de paysans qui tentèrent de se révolter contre le régime bolchevique, affrontèrent les armées rouges, mais également les blanches qui tentaient de restaurer la monarchie. La majorité des ouvrages sur le sujet traitent de la guerre entre les Rouges et les Blancs, fait que Jean-Jacques Marie (2005) explique par la relecture stalinienne de l'histoire qui a conduit à « gommer l'existence des Verts et des armées vertes dans un récit trafiqué et manichéen de la guerre civile ».

Mais ces groupes ne constituaient pas des formations politiques à proprement parler, ce qui n'est pas le cas d'un autre usage qui s'est développé outre-Atlantique, dans le domaine francophone. Le Parti rouge québécois, fondé en 1848, également appelé Parti démocratique, s'inspirait d'idées républicaines. Ce parti rouge s'opposait – on ne s'en étonnera pas – au parti bleu conservateur. On retrouve dans la documentation²⁵ le drapeau rouge, évoqué précédemment, ainsi que la valeur religieuse du bleu. Ainsi, le clergé catholique prendra position en utilisant la formule : « L'enfer est rouge, le ciel est bleu. »

Dans les exemples étudiés, les dénominations politiques par la couleur s'organisent en systèmes d'oppositions, signifiants et structurés. La motivation du choix de ces couleurs et des noms qu'elles inspirent est intimement liée au contexte socio-historique dans lequel elles s'inscrivent. Ont existé des

24. Un texte en vers, *De Circensibus*, donne une indication intéressante sur leur symbolique : « Les quatre coursiers évoquent les saisons, les quatre couleurs des factions les éléments. »

25. *L'Encyclopédie canadienne*, *The Quebec History Encyclopedia*, par exemple, et Suzelle Blais, « Le vocabulaire des élections », *Québec français*, n° 122, 2001, p. 100-101.

Bleus, des Verts, et des Rouges bien avant nos Verts contemporains. Observons à présent l'évolution des dénominations de partis écologistes français dans cette perspective paradigmatique.

Les Verts et les autres écologistes

Reprenons l'histoire de nos partis écologistes français. Les Verts sont, entre 1984 et 1990, les seuls tenants de l'écologie politique. Il se produit ensuite parmi ces formations une atomisation consécutive aux désaccords concernant le positionnement sur l'axe gauche-droite. Comment les noms se fabriquent-ils dans ce contexte de dissensus ?

Système à plusieurs couleurs ?

La première stratégie nominative consiste à recourir à une couleur de complément ou de substitution. L'Alternative Rouge et Verte, formée en 1989, réunit des dissidents des Verts et d'anciens PSU, elle se situe à l'extrême gauche. Dissoute en 1998, elle deviendra Les Alternatifs, proche des milieux altermondialistes, tandis que leur journal continuera à s'appeler *Rouge et Vert*. Le nom de l'AREV réunit deux adjectifs de couleurs, *rouge* et *vert* qui qualifient un nom collectif prisé des écologistes, *alternative*.

Autre dénomination colorée : *Génération écologie-Les Bleus*. Entre 2002 et 2007, le parti créé en 1990 par Brice Lalonde change de président, adopte ce nouveau nom et tente de promouvoir une écologie de droite, en opposition à celle des Verts. En 2007, l'échec de la tentative d'association à la majorité présidentielle de droite conduit à l'abandon du nom *Les Bleus*. Deux autres mouvements s'inscrivent dans la même tendance : France Bleue, un réseau écologiste qui accepte toutes les sensibilités politiques, mais rejette les propositions des Verts, et Écologie Bleue, une scission (en 1996) de Génération écologie, qui a participé à la formation de l'UMP, et qui en est restée proche. Mais cette écologie *bleue* n'a guère eu de visibilité médiatique. Elle n'a pas réussi à concurrencer les Verts, et à mettre en place au sein de l'écologie politique, une opposition entre les Verts et les Bleus. On constate la faiblesse, sinon l'absence de paradigme de noms d'organisations politiques formés à partir de plusieurs praxèmes de couleurs, contrairement à ce qui s'est produit au cours des époques précédemment observées.

Nouveaux noms de partis écologistes

La fabrication de noms à l'aide de praxèmes non encore utilisés en onomastique constitue une seconde possibilité. Passons brièvement en revue les noms inventés par les concurrents des Verts. Nous venons d'évoquer *Génération écologie*, nom de parti directement inspiré du slogan de la célèbre affiche de Jacques Séguéla, « Génération Mitterrand », qui évoque les valeurs de jeunesse

et d'avenir en les associant par écho à un praxème fréquent dans les discours écologistes, celui de *générations futures* (Jonas, 1979). Le succès néologique des syntagmes créés à partir de *génération* est une preuve de l'efficacité pragmatique de ce nom qui « rajeunit » le terme *écologie*, effet renforcé par l'air moderne que confère la parataxe.

Cap 21 (Citoyenneté, action et participation pour le 21^e siècle) se positionne résolument à part : son nom n'actualise aucun des praxèmes vedettes de l'écologie politique. L'acronyme résume son projet : « nous mettons le cap vers le 21^e siècle ». Il réalise ainsi une des fonctions du nom de parti consistant à construire un récit orienté vers le futur.

Pour sa part, Chasse, pêche, nature et traditions ne se réclame pas de l'écologie politique : nous avons vu qu'il se définissait en opposition aux Verts. C'est la raison pour laquelle son nom, qui fonctionne comme un résumé de programme, utilise un terme laissé libre par les partis écologistes, celui de *nature*²⁶. Ce dernier, de même qu'*environnement*, n'apparaît dans aucun de leurs noms. On peut supposer qu'un « parti de la nature » ou de « l'environnement » ne pourrait être que sectoriel. Ce reproche s'adresse d'ailleurs parfois aux partis verts, lesquels s'appuient cependant, depuis leur origine, sur quatre piliers interdépendants : la protection de l'environnement, la justice sociale, la démocratie participative et le pacifisme.

Retour à écologie / écologiste

Le goût des écologistes pour les scissions suscite l'apparition de nombreuses dénominations. Pour répondre à ce besoin récurrent, une troisième stratégie dénomminative consiste à revenir aux termes antérieurs à l'apparition de *vert*, pris dans des combinaisons nouvelles pour tenter d'afficher une identité spécifique. Citons quelques-unes de ces nombreuses « micro-dissidences » des Verts et de GE : Alliance pour l'écologie et la démocratie, Écologie autrement, Convergences écologie solidarité, Écologie fraternité, Parti écologiste pour le rassemblement et l'écologie sociale... Ces dénominations combinent les termes clés *écologie* et *écologiste(s)* avec un « substantif à valeur de collectif regroupé » (Tournier, 1997) à connotation positive (*alliance, convergence, fraternité, solidarité, rassemblement*). Plus rarement, elles se différencient par un terme qui spécialise le mot thème (*autrement, indépendant*). Cette stratégie peine à forger un nom qui ne donne pas un air de « déjà vu ».

Contrefaçons onomastiques

C'est bien ce foisonnement de noms quasiment semblables, qui, combiné à la loi électorale de 1990 sur le financement des partis, va susciter l'émergence de

26. Si l'on excepte le Parti de la loi naturelle (entre 1992 et 2001), exclusivement organisé autour de la pratique de la « méditation transcendante ».

formations opportunistes. Citons quelques noms, tous candidats aux élections législatives de 1993 : Génération verte, le Renouveau écologique, le Parti de la loi naturelle, l'Union pour l'écologie et la démocratie. Daniel Boy, spécialiste du vote écologiste au CEVIPOF constate, dans un article du *Monde*²⁷, que « la présence de candidats écologistes “divers” ressemble à une opération de contrefaçon commerciale ». Saisi par les candidats écologistes « officiels », les Verts et Génération écologie, le Conseil constitutionnel a en effet considéré que « l'utilisation de la dénomination *Génération verte* était de nature à susciter la confusion dans l'esprit des électeurs, avec les dénominations déjà utilisées de *Génération écologie* et *Les Verts*, risque aggravé par le choix du graphisme des documents électoraux ».

Dans toutes ces dénominations, le nom de parti *Les Verts* joue un rôle de pivot. De ce fait, diverses stratégies ont été imaginées. Opposer aux Verts un nom de couleur, comme le firent les Bleus et l'écologie bleue, ne s'avéra pas plus payant que le recours au rouge, qui disparut dans l'AREV. Pas moyen d'installer en système une gamme de couleurs : vert, c'est vert, serait-on tenté de dire. La mise en œuvre de nouveaux praxèmes est une voie intéressante, mais relativement peu empruntée. Du coup, le modèle de fabrication de nom le plus courant consiste, assez banalement, à combiner l'un des praxèmes restants, soit *écologie/écologiste* avec un terme spécifiant dans le meilleur des cas, et simplement regroupueur la plupart du temps. On aboutit alors à une véritable profusion de noms créés sur un modèle similaire. Le paradigme se développe sans vraie nécessité, ce dont témoigne l'efflorescence de noms de formations opportunistes, surgis à l'occasion de la loi de financement électorale, qui jouent de cette proximité, en combinant des unités du même type, propres à créer des confusions. Les noms de partis deviennent des parasyonymes, leur liste donnant l'impression que l'écologie tourne en rond.

L'histoire d'une nomination

La récente fusion des Verts et d'Europe écologie offre l'occasion d'étudier plus précisément la fabrication d'un nom, processus central dans notre étude. La scène se passe à Lyon, le 13 novembre 2010, lors des « Assises constitutives d'un nouveau mouvement pour l'écologie politique ». Selon la presse²⁸, un seul enjeu demeure : le choix du nom, puisque le principe de la *fusion* a été accepté par les deux partis en présence (*Libération*). Après un appel à propositions publié sur le site des *Verts* et « plusieurs mois de brainstorming infructueux », une liste est soumise au vote des militants réunis sur place ou par internet. La voici : Mouvement de l'écologie politique (MEP), Mouvement écologiste unifié

27. *Le Monde*, 8 avril 1993.

28. Nous avons utilisé des articles de *Libération*, du *Monde* et du *Parisien* parus entre le 5 et le 14 novembre 2010.

(MEU), Rassemblement (des) écologistes (RE), Alternative écologiste, Parti écologiste, Les écologistes, Les écolos, Unis-Verts et Europe écologie Les Verts. Cette dernière appellation est retenue, à 53 % par les 2 000 militants votants. Avant de commenter ce choix, autorisons-nous quelques hypothèses sur les huit dénominations non sélectionnées, un matériau rare et intéressant.

On y distingue un nom déjà utilisé dans les débuts de l'écologie, le *MEP*, ainsi que deux autres formés selon le modèle le plus banal, combinant un regroupeur (*rassemblement*, *mouvement*) et le praxème *écologiste*. Ont été également refusés les deux noms comportant des unités fortement connues *alternative* et *parti*. Ce dernier terme, relégué dans l'appendice du nom *Les Verts* a toujours suscité de la méfiance. Quant à la proposition *Les écologistes*, elle aurait permis la reprise du déterminant typique du nom *Les Verts* en un nom simple et rassembleur²⁹. Les deux derniers noms, plus ludiques : *Les écolos*, une troncation familière qui nomme déjà un parti belge³⁰, ainsi que le calembour *Unis-Verts*, ont de même été abandonnés.

Finalement *Europe écologie Les Verts* fut choisi. Un bon consensus ne fait pas une bonne trouvaille et la dénomination est justifiée explicitement par son aspect consensuel, « susceptible de ne brusquer ni les anciens *Verts* ni les nouveaux venus d'*Europe écologie* » (*Libération*). Le second argument invoqué est celui de la réussite électorale récente d'Europe écologie³¹, succès à l'origine du rapprochement. En effet, le nom choisi est le seul qui contienne le terme *Europe*, il porte la promesse de la réussite évoquée par Cécile Duflot : « notre objectif est de devenir majoritaires. » (*Le Monde*).

Cependant, ce choix évocateur d'une fusion capitalistique laisse des militants insatisfaits, qui trouvent « bizarre de fusionner en gardant les deux noms » (*Le Parisien*). Dans le même article, Jean-Paul Besset, eurodéputé Europe écologie, explique : « On s'est heurté aux sentiments d'attachement des adhérents aux deux anciens noms. Ça donne l'impression qu'il n'y a pas de pas en avant. » Le changement de nom, annoncé par les promoteurs de la fusion comme un nouveau départ, évoque le passé, l'attachement identitaire aux valeurs propres à chacune des deux formations d'origine, plus qu'il n'annonce un futur à construire collectivement. En effet, *Europe écologie Les Verts* est la seule proposition qui contienne les deux anciens noms, comme le remarquaient les militants cités précédemment. Ainsi personne n'est lésé, logique qui prévaut dans une union sous le régime de la séparation des biens (symboliques), pour poursuivre la métaphore suggérée par ce titre du *Parisien* « À Lyon les écolos se marient et se cherchent un nom ».

29. Notons cependant que trois partis, le MEI, Génération écologie et Cap 21 ont refusé d'intégrer la formation en cours de nomination.

30. Écolo, francophone et créé en 1980.

31. Les listes Europe écologie ont obtenu 16 % des voix aux élections européennes de 2009, et 12 % au premier tour des élections régionales de 2010.

Examinons un dernier élément, l'ordre des composants du nom. Pourquoi avoir placé en premier *Europe écologie* ? (pourraient protester les Verts !) Serait-ce pour transformer le sigle en acronyme ? Certainement pas, *EELV* est tout aussi imprononçable que *LVEE* ! Le logo offre une réponse de nature visuelle : placer *Écologie* au centre, entre *Europe* et *Les Verts*, (figure 3) permet de rappeler le slogan d'origine des Verts (« l'écologie : les verts ») en même temps que le nom *in extenso* d'*Europe écologie*. La nomination que nous venons d'observer témoigne des différences d'intérêt entre les militants (à l'origine du choix du nom), soucieux des valeurs et des idées symbolisées par les noms des partis d'origine³², et les dirigeants, tournés vers les échéances électorales et le processus d'accès au pouvoir.

Depuis la création des premiers partis *verts* en Allemagne dans les années soixante-dix, le praxème s'est multiplié dans les noms de partis, tandis que sa signification idéologique s'est solidement installée dans l'onomastique partisane. Les regroupements à divers niveaux l'attestent, qui vont du Parti vert européen aux réseaux des *Global Greens*, lequel rassemble une centaine de partis verts des cinq continents. 75 % des noms des partis affiliés à ces Verts mondiaux sont formés à partir de *vert*, depuis les *Verts fraternels de l'île Maurice* jusqu'aux *Verdes de Moçambique*, en passant par le *Scottish Green Party*. Dans le champ onomastique, *vert* s'est imposé au détriment d'*écologie* / *écologiste*, lequel vient souvent nommer les organisations concurrentes des Verts. Un tel succès relève sans nul doute de l'efficacité pragmatique de l'utilisation d'une couleur comme nom. *Les Verts* et les partis *verts* parlent à l'œil comme à l'oreille. Dans le domaine des logos aussi, le vert est écologiste, exclusivement.

La popularisation des thématiques écologiques dont les Verts sont les représentants se traduit par une véritable confiscation du programme de sens du praxème, comme de la symbolique de la couleur qu'il nomme. Impossible, remarque Pastoureau, d'utiliser la couleur verte, sans qu'elle ne prenne une dimension écologiste : le vert « n'est plus tant une couleur qu'une idéologie ». Cet auteur rappelle que le rouge était, il a quelques décennies, « pareillement prisonnier d'une symbolique trop forte » (2013, p. 218). Bien stabilisé, diffusé mondialement, c'est au tour du Vert politique de se voir confier la difficile mission de changer le monde.

Références

ANGENOT Marc, 1998, « Le drapeau rouge. Rituels et discours », *Esthétique de la rue*, F. Coblence, S. Couderc, B. Eyzikman éd., Paris, L'Harmattan, p. 73-99.

32. En particulier pour les Verts, dont le parti créé en 1984 a une (relativement) longue histoire.

- BACOT Paul, 2010, « Développement et diversification d'une onomastique politique », *Mots. Les langages du politique*, n° 94, novembre, *Trente ans d'étude des langages du politique (1980-2010)*, p. 47-56.
- CÉPÈDE Frédéric, 1996, « Le poing et la rose. La saga d'un logo », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n° 49, janvier-mars, p. 18-30.
- CONSTANTIN DE CHANAY Hugues, 2001, « La dénomination. Perspective discursive et interactive », *Cahiers de praxématique*, n° 36, p. 169-188.
- DÉTRIE Catherine, SIBLOT Paul, VÉRINE Bertrand, 2001, *Termes et concepts pour l'analyse du discours. Une approche praxématique*, Paris, Champion.
- FICHARD François, 2004, « Une approche discursive de la nomination. Le cas des dénominations partisans », *La nomination. Quelles problématiques, quelles orientations, quelles applications ?* F. Dufour et al., Montpellier, Presses universitaires de la Méditerranée, p. 117-128.
- FRÉMIONT Yves, 2007, *Histoire de la révolution écologiste*, Paris, Hoëbeke.
- HEILBRUNN Benoît, 2001, *Le logo*, Paris, PUF.
- JONAS Hans, 1990 [1979], *Le principe responsabilité. Une éthique pour la civilisation technologique*, Paris, Cerf.
- LAFONT Robert, 1978, *Le travail et la langue*, Paris, Flammarion.
- LE ROUX Fabien, 2001, « Pour une onomastique des partis politiques. Élément d'une étude des dénominations partisans », mémoire sous la direction de Michel Offerlé, IEP de Paris (non publié).
- MARIE Jean-Jacques, 2005, *La guerre civile russe, 1917-1922. Armées paysannes rouges, blanches et vertes*, Paris, Autrement.
- MOLLARD-DESFOUR Annie, 2012, *Le Vert. Dictionnaire de la couleur, mots et expressions d'aujourd'hui*, Paris, CNRS.
- PASTOUREAU Michel, 1998, *Les emblèmes de la France*, Paris, Bonneton.
- 2008, « Pour une histoire des emblèmes et des couleurs », *Signes et couleurs des identités politiques, du Moyen-âge à nos jours*, D. Turrel et al. éd., Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 9-19.
- 2013, *Vert. Histoire d'une couleur*, Paris, Le Seuil.
- PIERCE Charles Sanders, 1978, *Écrits sur le signe*, Paris, Le Seuil.
- PRENDIVILLE Brendan, 1993, *L'écologie. La politique autrement ?*, Paris, L'Harmattan.
- REY Alain, 2006, *Dictionnaire historique de la langue française*, Paris, Le Robert.
- RIHOUX Benoît, 2003, *Les partis politiques, organisations en changement. Les tests des écologistes*, Paris, L'Harmattan.
- SAINTENY Guillaume, 1997 [1991], *Les Verts*, Paris, PUF.
- SIBLOT Paul, 1999, « Appeler les choses par leur nom. Problématique du nom, de la nomination et des renominations », *Noms et re-noms : la dénomination des personnes, des populations, des langues et des territoires*, S. Akin éd., Rouen, Presses universitaires de Rouen, p. 13-31.
- TOURNIER Maurice, 1997, *Des mots en politique. Propos d'étymologie sociale*, vol. II, Paris, Klincksieck.
- TURREL Denise, 2008, « L'invention d'un signe politique. Le panache blanc d'Henri IV », *Signes et couleurs des identités politiques, du Moyen-Âge à nos jours*, D. Turrel et

- al. éd., Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 437-458.
- VIALATTE Jérôme, 1996, *Les partis verts en Europe occidentale*, Paris, Economica.
- VIGNES Laurence, 2013, « Voiture verte : l'argument écologique à contresens dans les discours publicitaires », *Le discours et la langue*, t.V (1), *L'environnement : Approches lexicales et discursives*, E. Devriendt éd., Fernelmont, EME, p. 57-69.
- VILLALBA Bruno, 2011, « La transmutation d'Europe écologie Les Verts », *Les partis politiques français*, P. Bréchon éd., Paris, La Documentation française, p. 129-153.

Annexe

Figure 1

Figure 2

Figure 3

Figure 4

Figure 5

Figure 6

Figure 7

Figure 8

Figure 9

1. «Macaron électoral» des Verts (années 1990). *Source* : Europe Écologie Les Verts.
2. Logos d'Europe Écologie 2009 et des Verts 1984. *Source* : Europe Écologie Les Verts.
3. Logo actuel d'Europe Écologie Les Verts (EELV), 2010. *Source* : Europe Écologie Les Verts.
4. Logo de Génération Écologie en 2013. *Source* : interne au parti.
5. Logo de Chasse Pêche Nature et Traditions. *Source* : Propriété du CNPT.
6. Logo du Mouvement Écologiste indépendant, 2013. *Source* : interne au parti.
7. Logo de Cap 21, Citoyenneté, action et participation pour le 21^e siècle, 2013 *Source* : Cap 21.
8. Logo des Alternatifs. *Source* : Les Alternatifs.
9. Logos du Parti socialiste, 2010 et 1969. *Source* : Charte graphique hébergée sur le site internet du Parti socialiste.